

L'ÉGLISE AU SERVICE DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE PAR LA CONSOLIDATION DE LA DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE

Expérience du programme d'éducation civique en RDC

Rome 16-18 mai 2011

0. CONTEXTE

L'Eglise Famille de Dieu qui est en RDC a toujours été solidaire des congolaises et congolais au cours d'une histoire particulièrement troublée : après un siècle de colonisation, des années troublées de l'indépendance (1960-1965), 3 décennies de dictature (1965-1996) le pays vient de vivre plus d'une décennie de guerres d'agression dites « guerres de libération » (1996-1997 et 1998-2003) qui ont entraîné plus de 5 millions de morts.

Pour mettre fin à ces hostilités, les Accords de paix ont instauré une période de Transition politique dont l'objectif était l'organisations des élections générales afin de mettre fin à la crise de légitimité. Mais comment aller aux élections avec d'une part ; des dirigeants politiques qui ne manifestaient aucune volonté politique d'en finir avec la guerre ; d'autre part, comment aller aux élections avec une population qui n'avait aucune expérience des élections ? Dans ce contexte, à travers un message persutant intitulé « *'J'ai vu la misère de mon peuple' (Ex 3,7). Trop c'est Trop !* », (15 février 2003), le Comité Permanent de la Conférence Episcopale Nationale du Congo (CENCO en sigle) a levé l'option d'un engagement prophétique en faveur de la population en ces termes : « solidaires des aspirations du peuple, nous, Pasteurs de l'Eglise catholique, réaffirmons avec force notre engagement à contribuer à la préparation aux élections qui doivent sanctionner la fin de cette Transition que nous espérons être la dernière dans l'histoire de notre pays. Pour cela, fidèles à notre mission évangélisatrice (cf. Mt 28, 19), nous préconisons d'aider la nation en préparant le peuple aux élections, à travers l'éducation civique responsable et engageante dans nos diocèses, selon un programme pastoral conçu à cet effet »¹.

La concrétisation de cette option de l'épiscopat fut confiée à la Commission épiscopale justice et paix. La Commission est assez bien structurée, elle est implantée dans tout le pays et à tous les niveaux :

- 1 Commission nationale justice et paix (CEJP)
- 47 Commissions diocésaines (CDJP)

¹ Cf. CENCO, *Pour l'amour du Congo, je ne me tairai point* (cf. Is 62, 1). *Message du Comité Permanent des Evêques de la République Démocratique du Congo aux fidèles catholiques et aux hommes de bonne volonté* (14 février 2004), n° 24.

- 1478 Commissions paroissiales justice et paix (CPJP)
- 2518 Comités locaux de gouvernance participatives (CLGP). C'est ce réseau qui porte tous les programmes de la commission Episcopale justice et paix.

Une de grandes stratégies du programme fut la signature du Protocole d'accord de partenariat des chefs de toutes les confessions religieuses présentes en RDC en vue de la mise en œuvre de la campagne d'éducation civique et électorale pilotée la Commission Episcopale Justice et Paix.

LE PROGRAMME D'EDUCATION CIVIQUE ET ELECTORALE

1. OBJECTIFS

L'objectif du programme d'éducation civique et électorale est

- d'aider le peuple à comprendre les valeurs qui fondent un système démocratique et à bien s'acquitter de sa mission de renouveler l'ordre temporel à la lumière des exigences de l'Évangile.

2. ACTIVITES REALISEES

Parmi les grandes activités réalisées, on peut citer

- *la conception et la production* du matériel de sensibilisation et de formation ; - *la formation en cascade des formateurs nationaux, provinciaux, diocésains* et ainsi que celle des animateurs paroissiaux qui ont à leur tour sensibilisé les populations et les communautés à la base ;
- *la formation des observateurs électoraux, etc.*

3. LE PROGRAMME REALISE EN DEUX PHASES :

Pendant la première phase les deux tomes du Manuel d'éducation civique et électoral, élaborés à cet effet, puisent dans la doctrine sociale de l'Église les raisons et les grandes motivations de ce qui a été appelé « la mystique d'engagement » au service de la Nation.

En plus des manuels, la Commission a rendu disponible le matériel didactique constitué de **55.000** kits pédagogiques composé d'une boîte à images, d'un Guide de formation de l'électeur congolais et de **10** affiches illustratives. Grâce à ce matériel pédagogique, la Commission réussit à former en cascade **556** formateurs diocésains et **4500** leaders d'opinion et plus de **61.000** animateurs locaux.

Pendant la seconde phase, la CEJP a publié un Guide du formateur intitulé « *Allons aux élections pour bâtir un Congo nouveau* » tiré à **60.000** exemplaires, **12** affiches illustratives (**60 000** exemplaires), un feuillet de mobilisation et de rappel (**1.500.000** exemplaires) et un *Guide de l'Observateur*, confectionné en partenariat avec la société civile. Au niveau spécifique des diocèses, la CEJP a formé dans les 47 diocèses, **2.814** formateurs diocésains et **98.490** animateurs locaux.

Devant le danger d'exacerbation des passions et des actes des violences liés au processus électoral, la CEJP initia la **campagne 'Non-violence et élections'** en élaborant un guide du formateur, un feuillet avec quatre thèmes et une affiche sur la Non-violence active. Cette campagne eut le mérite d'une part, d'anticiper sur les événements en préparant la population à s'abstenir des actes de vandalisme lors des échéances électorales. D'autre part, il s'est développé des stratégies alternatives non violentes consistant à inciter les couches de la population à surveiller étroitement les scrutins ainsi que toutes les opérations allant du vote au dépouillement-compilation des résultats. Concrètement, la CEJP a déployé au premier tour du scrutin présidentiel, **30.000** observateurs nationaux sur toute l'étendue de la RDC pour les élections de 2006. Au second tour, elle a déployé **50.000** observateurs après une série de formation en cascade sur l'observation électorale.

4. LES RESULTATS OBTENUS PAR LE PROGRAMME

Par son Programme d'éducation civique et électorale, l'Eglise Catholique en RDC, à travers un vaste réseau mis en place, a largement contribué à la réussite des élections de 2006. Celles-ci ont connu une large participation des populations qui ont voté dans le calme, l'esprit de tolérance et la responsabilité. Les dirigeants ont été élus et les institutions de la IIIème République ont été mises en place et fonctionnent effectivement.

5. DEMOCRATIE PARTICIPATIVE : LES COMITES LOCAUX DE GOUVERNANCE PARTICIPATIVE

Après les élections de 2006, une autre décision de la CENCO demanda à la CEJP de continuer le programme d'éducation civique en vue de promouvoir une participation éclairée de la population congolaise dans la gestion de la chose publique. Ainsi fut mis en place le programme *Réconciliation et bonne gouvernance*.

La stratégie globale de ce programme post-électoral a été de promouvoir la participation citoyenne dans la gestion des communautés à la base. Ainsi, conformément à *Centesimus Annus* qui a insisté sur la nécessité de « **structures de participation et de coresponsabilité** »² qui rendent pour ainsi dire authentique la

² JEAN PAUL II, *Centesimus annus* (1^{er} mai 1991), n° 46.

démocratie, nous avons mis en place des *Comités Locaux de Gouvernance Participative* (CLGP en sigle) qui sont devenus les cadres porteurs de notre action à la base. Ils sont apolitiques et non confessionnels en ce sens qu'ils rassemblent les citoyens de divers horizons au sein d'une même communauté. La gouvernance est le champ d'intervention des CLGP : ressources naturelles, lutte contre la corruption, civisme fiscal, élections, droits humains ect. Les CLGP ont étonné la CEJP par ses initiatives. Dans certaines contrées, les autorités provinciales recourent à ces structures citoyennes pour assainir la gestion des finances publiques.

Deux protocoles d'accord ont été signés entre le Comité Permanent des Evêques et le Gouvernement congolais par la culture fiscale pour l'utilisation du matériel produit par la Commission sur la décentralisation et la lutte contre la corruption.

Le besoin de maintenir le dialogue permanent entre les populations organisées en CLGP et leurs élus nous a amenés à implanter d'autres structures de participation citoyenne que nous appelons **les cellules de Liaison Parlementaire**.

6. ELECTIONS ET QUESTIONS MAJEURES DE GOUVERNANCE

A l'issu du Comité permanent de février 2011, dans leur message intitulé : « Année électorale : Que devons faire ? », les évêques de la CENCO ont expliqué en ces termes le sens et la finalité du devoir civique et citoyen de participer aux élections : « Il est urgent et indispensable de préciser l'enjeu fondamental et décisif pour la Nation qui fonde le devoir du peuple de participer aux élections. Cet enjeu consiste essentiellement dans **la construction d'un Congo réellement démocratique, apaisé et porteur, grâce à une politique de bonne gouvernance, de nouvelles possibilités de développement pour notre peuple**. Il s'agit de bâtir un Congo respectueux des droits humains, un Congo plus fort aussi pour assurer à tous les Congolais un contexte qui leur permette de mieux faire face aux défis du futur »³.

Dans cette optique, le programme en cours montre que, pour importantes qu'elles soient en tant que mode privilégié de participation citoyenne dans la gestion de la communauté, les élections ne sont pas un but en soi, mais doivent concourir à améliorer la gouvernance au plan politique et économique de manière à promouvoir le bien-être des populations par la consolidation de la démocratie.

La stratégie globale du programme est de promouvoir la participation citoyenne à partir de la maîtrise de vrais enjeux des élections qui sont en rapport étroit avec les questions majeures de gouvernance. La Commission vient de produire un nouveau matériel d'éducation civique qui comprend un manuel intitulé

- Eglise catholique en RDC et les élections : Références et défis pastoraux ;

³ COMITE PERMANENT DE LA CENCO, *Ibid.*, n° 3.

- Elections et non violence
- Elections et questions majeures de gouvernances. Ce sont des mini dossiers préparés pour aider les populations à ouvrir un débat avec les candidats sur les vrais préoccupations des populations, à savoir la lutte contre la corruption par le civisme fiscal, la dette extérieure ; la gestion des ressources naturelles, le suivi du budget de l'Etat ; la privatisation des entreprises, les droits humains ect.

La maîtrise vrais enjeux permettra un choix judicieux des acteurs politiques capables de porter notre vision partagée du Congo de demain.

CONCLUSION : UNE EDUCATION CIVIQUE BASEE SUR LA DOCTRINE SOCIALE DE L'EGLISE

Comme chacun l'aura sans doute remarqué, le programme d'éducation civique et électorale mené par l'Eglise Famille de Dieu qui est en RD Congo est une éducation basée fondamentalement sur la doctrine sociale de l'Eglise, les recommandations des synodes spéciaux pour l'Afrique comme du Magistère local de l'Eglise. En effet, la dignité de la personne humaine, le bien commun, la destination universelle des biens de la terre, la solidarité, la subsidiarité, la participation, etc. sont autant des valeurs séculaires prônées par la doctrine sociale de l'Eglise que nous essayons de traduire dans la pratique au sein de la société congolaise en reconstruction. Ceci explique d'ailleurs pourquoi l'Eglise du Congo comme l'ACEAC ont mis un accent particulier de la diffusion du Compendium de la doctrine sociale par l'élaboration des modules de vulgarisation de la doctrine sociale de l'Eglise. Avec la création de l'Institut Panafricain Cardinal Martino pour l'Enseignement Social de l'Eglise, nous croyons que nous serons davantage capables d'imprégner notre société des valeurs évangéliques et chrétiennes et de transformer l'ordre social de manière à hâter l'avènement du Règne de Dieu.

Sr Marie-Bernard ALIMA

Secrétaire de la Commission épiscopale Justice et paix/CENCO/ACEAC